Les Allobroges de la Drôme

Mardi 12 octobre 2026 - N° 712

Mobilisations Sociales et Mouvement Lycéens

p. 3/4

Editorial

Le projet de budget 2027 à l'épreuve du mouvement lycéen.

À peine la présentation officielle du budget 2027 faite par Bercy et Matignon, que se déclenchait l'un des plus importants mouvements lycéens que le pays ait connu depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Fait du hasard ? Par sûr !

Depuis des années, en effet, les budgets qui se succèdent n'ont eu de cesse de réduire la dépense publique et, ainsi, d'amputer le fonctionnement des services publics, dont celui de l'Éducation nationale. Pour venir au secours idéologique de cette austérité, divers projets et réformes se sont succédés, dont l'objectif inavoué, derrière de soi-disant adaptations aux réalités, était de justifier les abandons de missions consécutifs aux restrictions budgétaires.

Et celui de 2027, qui va verser 77 Md€ d'intérêts de la dette au bénéfice des marchés financiers, soit largement plus que l'ensemble du budget de l'Éducation nationale, s'apprête à consacrer de nouvelles coupes dans les services publics, en même temps qu'à s'en prendre aux prestations sociales, aux dépenses de santé et aux pensions des retraités.

Comment s'étonner que les plus jeunes, qui voient leur avenir s'obscurcir tant du fait de l'affaiblissement du niveau d'enseignement, que de l'injuste sélection de ParcoursSup et que du manque de débouchés professionnels, puissent éprouver un sentiment de révolte ? Comment ne pas également voir qu'ils puissent éprouver haine et angoisse face au vécu de parents qui éprouvent de plus en plus de difficultés à boucler les fins de mois, et en regard d'un dérèglement climatique face auquel aucune mesure significative de lutte et de protection n'est prise ?

Oui, les lycéens et les lycéennes ont raison de se mobiliser et d'engager la lutte pour que les perspectives qui s'offrent à eux changent. Il s'agit maintenant de faire évoluer leur révolte vers la construction d'un mouvement responsable et déterminé, loin d'actes de violence, d'où qu'ils viennent, loin des manipulations et autres instrumentalisations gouvernementales et policières. Cela passe par donner sens et contenu à cette lutte, ce qui exige d'ouvrir des perspectives réalistes et radicales dont une est au cœur de l'actualité : changer le budget 2027. Et pour cela, proposer des moyens de financement crédibles et immédiats afin de soutenir clairement le développement des services publics et de construire le chemin de la relance d'une croissance saine.

Jean-Marc DURAND

« Le but de l'instruction n'est pas de faire admirer aux hommes une législation toute faite, mais de les rendre capables de l'apprécier et de la corriger. Il ne s'agit pas de soumettre chaque génération aux opinions comme à la volonté de celle qui la précède, mais de les éclairer de plus en plus, afin que chacun devienne de plus en plus digne de se gouverner par sa propre raison. »

Nicolas De Condorcet
Homme politique, Mathématicien, Philosophe, Scientifique (1743 - 1794)

Sommaire :

p.1 Éditorial
p.2 Le fil des Associations
P.3/4 Actualité
p.5 Santé - PLFSS
p.6 Informations locales

Association Nationale des Anciens Combattants résistants et Amis de la Résistance



Le conseil d'administration départemental du 10 octobre 2026 a rendu hommage à Robert Penelon, infatigable porteur de mémoire, et à Jean-Michel Bochaton, issu d'une famille de résistants drômois, et à tous les amis disparus en 2026.

Le prochain congrès national de l'ANACR aura lieu du 3 au 5 novembre 2028.

Le congrès départemental devrait avoir lieu à Taulignan en octobre 2027 et sera organisé par le comité de la Drôme provençale.



Annie PEZ, présidente de l'ANACR de la Drôme, a présenté le rapport moral en appelant à se battre pour la paix. Elle a évoqué Marc Bloch, entré récemment au Panthéon, et dénoncé les irresponsables qui promeuvent l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Elle a aussi rappelé les crimes commis dans les opérations de guerre sur les journalistes, empêchés de témoigner. Le conseil d'administration a insisté sur le massacre de 200 journalistes à Gaza.

Face à la répression féroce qui s'est exercée contre les lycéens qui expriment des revendications légitimes, L'ANACR exprime sa solidarité avec eux.

Le rapport d'activité des comités a, une fois de plus, montré la diversité des actions de l'association dans le département :

- Participations à des Commémorations multiples, accompagnement de classes sur les lieux de résistance dans plusieurs lieux du département.
- Randonnées pédestres et/ou cyclo, la Maquisarde pour le comité de Romans-Vercors, la montée à La Roche-Saint-Secret et à la montagne de la Rance, hauts lieux de la Résistance, pour le comité de Drôme provençale.
- Réédition de plusieurs livres, notamment « la Résistance à chaque pas », qui relate toutes les plaques commémoratives ou noms de rue consacrés à des résistants à Romans ; projet de livre relatant la vie d'un maquis à partir du cahier d'un résistant, par le comité de Romans-Vercors
- Animation du comité de défense et de développement du musée de Romans, fermé unilatéralement par la mairie de Romans, fermeture annulée par la justice et renouvelée par la maire de Romans.
- Projet mémoriel « Ami, souviens toi » à Valence avec 12 podcasts audio accessibles sur les lieux de résistance ou des lieux où sont honorés des résistants.
- Projection du film « Le Nom sur le mur » en Drôme provençale, relatant l'histoire d'un jeune résistant drômois, André Chaix, assassiné à 20 ans, en présence de l'auteur du livre du même nom, Hervé Le Tellier.
- Projet de QR codes « mémoire » à Montélimar et apposition de plaques en mémoire de 15 résistants déportés à Cléon-d'Andran en association avec les écoles et leurs élèves.

ET les projets pour 2027 ne manquent pas…

Garder la mémoire de ceux qui ont résisté en France face au danger fasciste est essentiel. Mais, désormais, les résistants ont tous disparu et l'ANACR a besoin de bras. Un appel à l'adhésion des amis de la Résistance sur l'ensemble du département est lancé ! La bataille pour la paix et plus que jamais nécessaire ! Lutter aussi contre la mise en cause des conquis issus du programme du CNR, et rappeler ce qu'ils ont apporté aux Français est tout aussi fondamental.

mrap

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
mrapvalence26@orange.fr, https://valence26.mrap.fr

Dans le cadre de la commémoration du 17 octobre 1961.

En partenariat avec le MRAP et l'ADRC.

Jeudi 15 octobre 2026 à 19h30

Ciné-débat au cinéma « Le Navire », Valence

Séance présentée par **Rémi CHAZOT**, médiateur culturel, programmateur cinéma et cinéaste.

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE de Mohamed Lakhdar Hamina, PALME D'OR FESTIVAL DE CANNES 1975.

Algérie – 1975 – 2h57

Version restaurée 4K par The Film Foundation, sortie le 6 août 2025



Chronique événementielle de l'histoire de l'Algérie de 1939 à 1954, date du déclenchement de la lutte armée. Le film s'articule autour de deux axes fondamentaux : l'expropriation des terres et la déculturation. Il montre en quoi le 1er novembre 1954 est l'aboutissement de la lutte multiforme du peuple algérien pour résister à la colonisation, depuis ses débuts.

Mobilisations sociales et lycéennes la colère s'exprime !



Le 29 septembre

Journée nationale des agents des services publics, 2 000 manifestants à Valence, dont beaucoup de lycéens.

Mobilisation pour la défense de l'école et lycéenne du 6 octobre

Expressions :

Jean-Louis Mollard (membre du PCF - Enseignant retraité) : plus d'un millier de manifestants à Valence, le 6 octobre dans une ambiance bon enfant et revendicative, sans aucun débordement. La délégation de lycéens et d'enseignants reçue par le préfet a pu exprimer pleinement ses revendications dans un climat manifeste d'écoute mais sans réponses concrètes immédiates. À noter, la proposition d'une réunion de concertation avec les lycéens vendredi et la création d'un conseil départemental de la vie lycéenne : ces 2 mesures visent surtout à gagner du temps !



Juliette Pancrazi (membre du PCF - Étudiante) : nous avons été reçus par la préfète, la DASEN, etc. On a eu 2 h 30 d'échanges, avec des tours de table, et toutes les revendications des lycéens et de la fac ont été entendues.



Pour montrer leur volonté d'avancer, ils nous ont proposé une nouvelle réunion lundi à 14h30 à Loubet, qui nous prête une grande salle, afin de mettre en place un vrai dialogue et des groupes de travail. Je m'y rendrai donc lundi. Les échanges ont été assez longs : la préfète a beaucoup écouté, même si aucune réponse concrète n'a été apportée, ce qui était assez attendu. Il y a notamment eu des tensions lorsqu'on a abordé la question de la répression et des violences policières.



Dans l'ensemble, les lycéens sont plutôt contents de la rencontre, mais il faudra voir comment les choses vont s'organiser et surtout si les engagements pris aujourd'hui produisent des effets sur le long terme.

À Montélimar, le 8 octobre rassemblement devant la mairie.

100 participants de tout âge… intervention de lycéennes et lycéens : une volonté ferme d'exprimer des revendications et sa colère, sans débordements.



Explications : Mouvement lycéen

Bastien Bonnargent, secrétaire général du Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF) explique ces mobilisations et les raisons de la colère.

Le 29 septembre, plus de 400 établissements étaient bloqués ; l'élément central, c'est la convergence d'intérêts entre les lycéens et les personnels des établissements face au délabrement du service public de l'Éducation nationale. Ils subissent, ensemble, au quotidien, les effets de l'abandon de l'État. Aujourd'hui, deux tiers des lycées de France manquent de professeurs. Et ces derniers restent des travailleurs précaires, malgré leur haut niveau de qualification et le caractère indispensable de leur mission pour la nation.



Le nouveau *« bac Macron »* a individualisé les parcours des élèves, avec pour conséquence une mise en concurrence accrue des élèves et des établissements entre eux, renforce les inégalités scolaires et une école « à deux vitesses » entre le public et le privé, bien souvent confessionnel.

Au départ, marque de solidarité avec le mouvement social de la fonction publique, les mobilisations ont pris de l'ampleur grâce à la convergence d'intérêts entre lycéens et enseignants, intervenant cote à cote.

Le MJCF, qui a été à l'initiative de plus de 200 mobilisations lycéennes et a lancé l'initiative des « Cahiers de doléances des lycées qui lui parviennent de toute la France. (…)



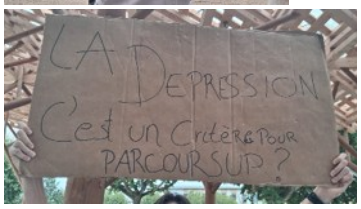
L'opposition aux inégalités scolaires figure parmi les revendications phares...

Et puis il y a Parcoursup, épouvantail qui nourrit une angoisse profonde chez les lycéens d'un avenir impossible et qui incarne le refus de prendre en main la formation des futures travailleuses et travailleurs du pays.

Viennent ensuite les rythmes scolaires et l'état des infrastructures scolaires, qui dépérissent.



La répression est la seule réponse du gouvernement : plus de 600 lycéens interpellés, dont certains n'avaient que 13 ans, certains mutilés. En face des mobilisations « bon enfant », l'intervention de casseurs (extérieurs pour la plupart) lui permet de légitimer la répression.





Pour Bastien, cela témoigne d'une tactique sale du gouvernement, un piège tendu aux lycéens et le meilleur rempart contre ce piège reste l'organisation.

En plus de protéger, elle garantit l'efficacité des revendications. C'est aujourd'hui le rôle primordial que joue le MJCF et que doit jouer le PCF.

Mouvement des lycéens, pas une simple colère, une profonde exigence politique.

Les moyens humains et matériels font défaut partout dans l'enseignement public, les lycéens et étudiants vivent et endurent des conditions indignes, les enseignants confirment et expriment des revendications toutes aussi légitimes. On en dit autant pour la protection sociale et l'hôpital. Ces services publics sont vitaux, d'une part pour se soigner et d'autre part pour mettre chaque génération en situation de prendre en charge le pays. Les choix politiques des gouvernements successifs sont responsables de la dégradation de ces services publics, ils les ont délibérément sacrifiés en privilégiant la croissance financière du capital, mais aussi les dépenses militaires. Quels gâchis !

De fait, les mouvements revendicatifs lycéens et étudiants sont pleinement justifiés et respectables. Alors pourquoi toutes ces brutalités policières ? À cause des dégradations et des violences disent-ils. Vérité, oui parfois, ou prétexte, c'est trop souvent le cas. En cherchant à décrédibiliser le mouvement des jeunes, le gouvernement joue un jeu dangereux, car il donne du grain à moudre aux forces réactionnaires, à l'extrême droite, au RN. Macron, Lecornu et le MEDEF ne veulent rien changer dans leur trajectoire politique, toutes les excuses (dette, violence, Poutine…) sont bonnes pour matraquer les modestes et honnêtes concitoyens.

La réaction de cette jeunesse est saine et salutaire, elle nous renvoie à nos propres responsabilités politiques. Si le pouvoir est directement coupable du mauvais traitement fait à la jeunesse, l'exploitation de l'actualité, l'expression politique anxiogène, tout suscite la peur de l'avenir, une angoisse perçue intensément par la jeunesse. Les conflits, la menace supposée d'une guerre avec la Russie, une crise de la dette utilisée contre le peuple, une culpabilisation permanente sur le réchauffement climatique, les dysfonctionnements d'un service public étranglé, une UE qui pose plus de problèmes qu'elle n'en résout, le fascisme qui prolifère… Tous ces sujets sont repris par les forces politiques, normal en démocratie, mais aussi parfois exploités à excès pour se faire valoir, sans mesurer l'impact sur une population qui subit déjà des difficultés d'existence. La jeunesse a raison, il nous faut réagir, ne pas être tétanisés par la peur pour reprendre le contrôle de nos affaires.

La campagne électorale qui s'annonce sera d'une rare gravité, prise dans l'étau d'un bilan très négatif de 10 ans de Macronie, d'une actualité déprimante et d'un avenir hypothéqué. Entre ceux qui sont dans la démagogie, le populisme et contradictoires dans leurs propositions, et ceux qui sont dans l'hystérie raciste et xénophobe, il y a le « ni oui, ni non, bien contraire » des sociaux-démocrates et le conservatisme régressif de la droite. Alors, quelle place pour le PCF ? Quels rôles pour les communistes ? Ils sont très importants, par leur analyse profonde et marxiste de la société, par leurs propositions révolutionnaires, démocratiques et pacifiques. Le projet du PCF est cohérent, progressiste, réaliste et ambitieux, au bénéfice de la population et du pays.

Jean-Luc Fargier

Le gouvernement ne fait pas dans la demi-mesure en cette rentrée 2026.



Au 1er octobre, les franchises et participations forfaitaires sont en hausse, leur plafond augmente de 40 %, certains médicaments ne sont plus remboursés qu'à 15 %, certains trajets en taxi ne sont plus couverts.

Un décret du 16 septembre réduit de 3 à 1 an l'indemnisation des arrêts de travail pour une affection de longue durée (ALD) « non exonérante » (dépression ou suites compliquées de fracture). Or, les conditions de travail, l'usure professionnelle ne sont pas étrangères à ces maladies et la réduction des droits aggravera l'état de santé comme la précarité des personnes concernées, sans que le gouvernement ne manifeste l'intention d'agir sur les causes.

Pour les accidents du travail et maladies professionnelles, l'abaissement du plafond des indemnités journalières est envisagé, sous prétexte de « responsabiliser les employeurs » mais l'obligation de compenser qui leur est faite n'existe qu'au-delà d'un an d'ancienneté du salarié !

Et le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2027 annonce le gel des allocations familiales et des retraites, et de nouvelles baisses du remboursement des soins.

Plus grave, un rapport commandé par le gouvernement propose une « réforme structurelle » de la place de l'Assurance-Maladie obligatoire (AMO) et de l'assurance maladie complémentaire (AMC), afin de contribuer à la « soutenabilité » de la protection sociale.

Le pedigree des 4 experts missionnés, E. Hubert (ex ministre de la Santé de Juppé), F. Von Lennep (conseiller maître à la Cour des comptes), S. Junique (président du 1er groupe mutualiste VYV) et N. Bouzou (économiste ultralibéral, vedette des espaces télévisuels…) ne laissait aucun doute sur leurs préconisations qui veulent transférer aux complémentaires santé le remboursement total de l'optique et l'audioprothèse, des transports sanitaires non-urgents (ponctuels mais aussi répétitifs comme pour les patients dialysés). Répondant aux désidératas du MEDEF, les premiers jours d'arrêts-maladies pourraient être également confiés aux complémentaires santé ! Ces transferts, chiffrés à 5,1 Md€, seraient compensés par une baisse de la taxe des mutuelles à qui latitude serait donnée pour proposer des tarifs réduits et des bonus de prévention. Un service « à la carte »… bancaire…

Les efforts soi-disant « répartis sur tous », pèsent essentiellement sur les assurés sociaux !

Les assurés sociaux ne sont pas responsables de la dette :

1. En 2025, la SECU, c'est 40 % des « dépenses publiques » mais moins de 17% du « déficit public » et si l'Etat compensait intégralement les exonérations de cotisations qu'il a lui-même décidées le déficit de la SECU serait réduit de 40% !
2. La dette sociale est remboursée par les assurés sociaux et pas par les impôts et c'est 5,5% de la dette publique et moins de 7% du PIB (quand la dette publique au total en représente 108%)
3. Les intérêts payés au titre de la dette sociale c'est 6% du total de ceux de la dette publique.

Et pour finir le travail, E Macron a confié à 4 experts une étude pour « refonder le financement de la protection sociale », annonçant la couleur ; il faut baisser ce qui « pèse » sur le travail ! Gageons que la directrice des politiques sociales à la Caisse des Dépôts, l'inspecteur de l'IGAS, l'enseignante d'économie à l'institut des affaires qu'est l'INSEAD, le Chef économiste de l'Inspection générale des finances, tous économistes orthodoxes, auront le souci de « bien » répondre à la demande présidentielle !

Le MEDEF demande la suppression de toutes les cotisations patronales des branches maladie (déjà très réduites avec les exonérations de cotisations) et famille (revenant sur un engagement de financement bien antérieur à 1945 !) déclarant que ces risques sont « universels » et « non contributifs ». Ce serait un nouveau cadeau au seul capital qui induirait un changement de nature de la Sécurité Sociale tirant un trait sur des principes essentiels du système de 1946, ceux qui ont contribué à la progression de l'espérance de vie.

Nous entrons dans le dur et il y aura besoin d'une forte réaction du mouvement social pour y faire face.

Nicole Grenier Mérico

Mercredi 30 septembre, à Montélimar,
La section PCF organisait une soirée de solidarité avec Cuba.



Entre 80 et 90 personnes étaient présentes

Après la projection du film « À l'assaut du ciel », produit par l'Association La Brèche, Maïté Pinero qui a été correspondante de l'Humanité à Cuba et Amérique du Sud et qui fait partie de l'équipe nationale du PCF pour le soutien à Cuba, a captivé l'auditoire en partageant ses connaissances de l'île et a répondu aux questions.

Des participant.es ayant voyagé récemment à Cuba sont aussi intervenues et beaucoup de messages de solidarité envers les Cubains ont été échangés.



La soirée s'est poursuivie autour d'un verre et d'un casse-croûte préparé par les militants des sections PCF de Montélimar, Tricastin et Bourdeaux.

L'association, France Cuba et la librairie Notre Temps (Valence) étaient représentées.

Le Secours Populaire, associé à cette soirée, a recueilli 1 300 € de contributions de solidarité matérielles pour Cuba (contributions destinées à fournir aux Cubains des panneaux solaires).

Belle soirée vraiment !

Merci à l'équipe du film pour ce support qui situe les responsabilités de l'impérialisme dans cette agression insupportable d'un peuple qui souhaite seulement vivre en paix en préservant l'organisation et les valeurs qui sont les siennes.

Merci à Maïté Pinero d'avoir rappelé, avec l'histoire de l'île, que les Cubains savent que s'ils cèdent, ils le payeront au prix fort !

Cuba a besoin de notre solidarité !

REPAS DE PORTES LES VALENCE
SAMEDI 24 OCTOBRE

À Portes, la solidarité se met à table !
L'association Portes Citoyenne et Solidaire vous convie à son grand repas.

Menus à 18 € (1/2 tarif pour les minimas sociaux et les chômeurs, gratuits pour les enfants de moins de 12 ans)

Salle G Brassens à partir de 19 h.

Réservation auprès de :

Marie-Jo Bayoud-Torres au 06.43.37.14.50
Claude Illy au 06.58.02.71.24
Pierre Trapier au 06.82.07.34.98
Ou par mail
portescitoyenneetsolidaire@gmail.com

5 novembre 2026

Journée de mobilisation interprofessionnelle, salaires, services publics, emploi, industrie.



Grande manifestation nationale des retraité.es à l'appel de l'UCR CGT

Se rapprocher de l'Union Syndicale des Retraité.es CGT Drôme qui a réservé des places de train

Hebdomadaire communiste édité par « Les Amis des Allobroges » 10 rue Servan - 26000 Valence - Tél : 04 75 42 71 68
Pour nous écrire : federation@drome.pcf.fr - Facebook : PCF Drôme - Site internet : drome.pcf.fr
Directrice de publication : Nicole Grenier-Mérico